

La Vérité sur le Prétendu « Coup d'Etat » du 18 Mars 1970 à Phnom Penh

Des journalistes occidentaux et aussi khmers, ainsi que (les auteurs de livres traitant du Cambodge des Khmers rouges ont continué de qualifier la destitution légale du Prince Sihanouk du poste de Chef de l'État de «Coup-d'Etat» (Livre de Ritby Panh avec Christine CHAMEAUX intitulé - « La machine khmère rouge: Monti Santesok S-21 » édité par Flammarion en mars 2003, **à la page 19** on lit 1970 :

« Coup d'Etat de Lon Nol qui renversa le Prince Norodom Sihanouk et guerre civile»
Or il n'y a jamais eu le «coup l'état » du Maréchal Lon Nol contre le Prince Norodom Sihanouk, mais celui-ci a été destitué de ses fonctions de Chef de l'Etat par un vote unanime (92 voix pour, 0 contre et 0 abstention) du Parlement cambodgien (l'assemblée Nationale et Conseil du Royaume) comme le dénouement une crise politique que Sihanouk avait lui-même rendu insoluble.

Au début de l'année 1970, personne à Phnom Penh ne songeait à écarter le Prince Sihanouk du pouvoir. C'est plutôt lui qui s'en est écarté en quittant son pays le 6 Janvier 1970 pour une durée indéterminée soi-disant pour aller se faire soigner en France, alors qu'en réalité, il n'était pas du tout malade. Ce jour-là, vers 19 heures, presque personne n'était au courant du départ du Chef de l'Etat pour l'étranger. Le Prince Sirik Matak m'avait demandé de le rejoindre à l'aéroport de Pochentong. J'avais vu, debout à côté de Sirik Matak deux autres membres du Gouvernement, M. Op Kim, Ang et Trinh Hoanh. Le prince arrive accompagné de son épouse et d'un petit nombre de membres de son entourage. Il monta dans l'avion faisant un signe d'au revoir de loin aux personnes présentes. **Son départ inattendu avait alors ressemblé à une fuite devant des responsabilités** qu'il ne voulait pas assumer, le pays étant dans une conjoncture très difficile: situation économique franchement mauvaise et graves inquiétudes causées par l'accroissement important des infiltrations des Vietcong/NVN en territoire khmer.

L'absence du Prince Sihanouk se prolongeant, sans aucune indication quant à son retour, le « gouvernement de sauvetage » mis- en place par Sihanouk le 14 Août 1969, devait faire face à de nombreux problèmes. Le plus difficile à résoudre étant celui posé par l'attitude des forces communistes vietnamiennes, bien décidées à conserver et étendre leurs «sanctuaires», dans le pays. Cette attitude étant de plus en plus mal tolérée par l'opinion publique cambodgienne et en particulier par la jeunesse,

Au début du mois de Mars (le 8 Mars 1970). des incidents sérieux se produisirent dans la province de Svay Rieng entre la population et les forces communistes vietnamiennes. Trois jours plus tard (11 Mars) des manifestations Anti-vietcong et anti-Hanoi eurent lieu à Phnom Penh aboutissant à la mise à sac des deux Ambassades des communistes vietnamiens.

Le jour suivant (12 Mars) le «Gouvernement de Sauvetage », soumis à une forte pression de son opinion publique, demanda à Hanoi et au VC de retirer pour la date du 15 Mars toutes leurs forces infiltrées en territoire cambodgien. Le même jour, Sihanouk commentait une lourde faute, politique et psychologique, en blâmant très durement les manifestations anti- VC/NVN dans un télégramme adressé à la reine-mère

Persuadé que le Prince qui séjournait alors à Paris ne pouvait pas évaluer correctement la situation le Gouvernement décida le 13 Mars de lui envoyer deux émissaires (le prince Norodom Kantol et M.Yem Sambaur, Ministre des Affaires Etrangères) pour l'éclairer sur les événements qui venaient d'avoir lieu le 8 Mars 1970. J'étais présent à la séance du Conseil des Ministres qui décida d'envoyer ces deux personnalités à Paris,

Par là même, le Gouvernement montrait clairement qu'il n'envisageait nullement de déposer le Chef de l'Etat, et qu'il souhaitait au contraire son retour rapide à Phnom Penh. Mais Sihanouk fit savoir qu'il ne recevrait pas les deux émissaires du Gouvernement. Ainsi de son fait, la situation se trouvait bloquée. Pourtant des préparatifs étaient faits pour l'accueillir à l'aéroport de Pochentong. En outre de nombreuses personnalités avaient téléphoné à Paris où Sihanouk se trouvait alors, pour lui demander avec insistance de regagner le plus tôt possible Phnom Penh.

Dans l'incertitude complète quant aux intentions du Prince concernant son éventuel retour, le Gouvernement, pour tenter d'une part de résoudre le problème **des infiltrations de plus en plus importantes des forces VC/NVN et, d'autre part, d'entreprendre une négociation avec les Représentants du Vietcong et Je Hanoi à Phnom Penh**. Des entretiens khméro-vietnamiens eurent lieu ainsi le 16 Mars mais n'aboutirent à aucun résultat. Apparemment, les communistes vietnamiens attendaient eux aussi de savoir si le Prince allait regagner Phnom Penh. Mais au lieu de reprendre le chemin du retour au pays, Sihanouk quittait Paris pour se rendre à Pékin. **Il laissait ainsi le «Gouvernement de Sauvetage » seul aux prises avec les communistes vietnamiens, sans aucune instruction de sa part quant à la conduite à tenir envers ceux-ci**. La crise politique Sihanouk- Gouvernement était donc devenue sans issue possible à l'amiable. Pour faire face au danger mortel pour le pays, il fallait mettre un terme à cette situation. Les deux Chambres du Parlement khmer se réunirent en Congrès le 18 Mars à l'Assemblée Nationale et décidèrent de retirer leur confiance du Chef de l'Etat et par voie de conséquence, de le destituer de ses fonctions conformément à la Constitution en vigueur à cette époque. Les fonctions de Chef de l'Etat furent aussitôt dévolues in Président Je l'Assemblée Nationale, M. Cheng Heng

Cette situation constitutionnelle n'avait évidemment aucun rapport avec un « Coup l'Etat » Elle apportait seulement un dénouement pacifique à Une crise politique provoquée par Sihanouk lui-même. La journée du 18 mars 1970 fut d'ailleurs très calme à Phnom Penh, où n'eurent lieu aucun incident ni aucune effusion de sang. **La destitution du Prince Sihanouk** fut donc, en définitive, une affaire intérieure purement khmère sans aucune ingérence étrangère. Les allégations attribuant ce soi-disant « "Coup-d'Etat" » à une intervention américaine et, en particulier, à la CIA sont aussi grotesques que mensongères; elles ne reposent sur aucun fondement. Les Etats-Unis d'Amérique n'avaient du reste, aucun intérêt à s'ingérer dans les affaires cambodgiennes, alors que les relations diplomatiques entre Washington le Phnom-Penh. rompues par Sihanouk le 3 Mai 1965, venaient d'être rétablies depuis quelques mois seulement, le 2 juillet 1969. La Représentation américaine à Phnom-Penh, qui n'avait à sa tête qu'un Chargé d'affaires se montrait donc discret et prenait grand soin de garder un « profil bas ».

En résumé, il n'y eut aucun « coup d'Etat » et Sihanouk aurait très bien pu éviter sa destitution en ne créant pas lui-même une situation bloquée sans issue. Il lui suffisait de revenir en temps opportun à Phnom-Penh, où son retour était attendu par le Gouvernement pour résoudre, si possible, les graves et dangereux problèmes résultant de l'installation inacceptable d'importantes forces VC/NVN en territoire khmer.

Prochain article une fausse «Guerre Civile »

Chau Xeng Ua
Ancien Ministre